

*L'Adresse—M. Mulroney*

ils ne peuvent à la fois respecter les règlements de pêche que le pays a eu la sagesse d'adopter et fermer les yeux sur les pratiques dévastatrices qui ont libre cours en dehors de notre zone économique de 200 milles. Nous allons insister pour mettre fin à ces abus dans toutes nos démarches internationales. Je crois que le gouvernement du Canada et le Parlement peuvent faire beaucoup pour aider la cause de nos pêcheurs et de nos agriculteurs.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Monsieur le Président, pour être compétitif, il faut de l'initiative et de la détermination. Dans le domaine des sciences et de la technologie, nous devons viser à devenir des chefs de file mondiaux par la création de centres d'excellence et par la mise au point de techniques stratégiques. Face au déclin des industries traditionnelles, à l'essor du secteur des services et à l'apparition de techniques toujours plus complexes, nous avons besoin, pour être compétitifs, d'une stratégie moderne de mise en valeur des ressources humaines pour la prochaine décennie. Le régime d'assurance-chômage peut être mieux utilisé.

• (1150)

Nous devons reconnaître les secteurs d'avenir et doter nos travailleurs des compétences professionnelles en demande. Nous devons ensemble tirer profit des occasions qui se présentent, créer des incitations à l'emploi et rendre entièrement conformes à la Charte des droits et libertés nos programmes destinés aux sans-emploi. Nous allons continuer à promouvoir l'alphabétisation et l'éducation, si essentielles à tout société qui se veut compétitive. Pour être compétitifs, nous devons veiller aussi à ce que toutes les régions du pays profitent de la prospérité engendrée par notre activité commerciale et l'expansion de notre économie. L'Agence de promotion économique dans la région atlantique, le Bureau de diversification de l'économie dans les provinces de l'Ouest, FEDNOR dans le nord de l'Ontario, et nos programmes destinés au Québec verront tous leur financement se poursuivre pendant le prochain exercice quinquennal.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**M. Mulroney:** Pour être compétitifs, nous devons donner à nos populations autochtones la chance de profiter elles aussi des possibilités économiques en élargissant les programmes d'aide au développement qui leurs sont destinés.

Notre pays est de plus en plus exposé à des forces autres qu'économiques, mais qui ont tout autant une envergure mondiale, c'est-à-dire les changements provoqués par la dégradation de l'environnement auquel notre gouvernement attache une très grande importan-

ce. La couche d'ozone qui protège la terre des rayons ultra-violet du soleil est en train de diminuer. L'atmosphère terrestre reçoit chaque année 22 milliards de tonnes de dioxyde de carbone produit par la combustion de carburant fossile. Cette accumulation de gaz carbonique dans l'atmosphère provoque un réchauffement du climat dont nous commençons à peine, monsieur le Président, à peine, à comprendre les dangers, et qui plus est, les forêts qui convertissent ce gaz en oxygène disparaissent à un rythme effarant: 25 millions de tonnes d'anhydride sulfureux sont déversées chaque année au Canada et aux États-Unis sous forme de pluies acides qui détruisent nos lacs et nos rivières, endommageant nos forêts et menaçant notre santé.

Il est grand temps de non seulement parler de ces problèmes, mais de leur trouver une solution. La charité bien ordonnée, monsieur le Président, commence par soi-même, dit le proverbe. Il en va de même pour la protection de l'environnement. La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a été mise sur pied pour diriger un effort national de lutte contre les problèmes environnementaux associés à la croissance économique.

J'ai moi-même modifié le fonctionnement des comités du Cabinet et demandé au ministre de l'Environnement (M. Bouchard) de veiller à ce que les considérations d'ordre écologique soient pleinement prises en compte avant de donner le feu vert ou d'accorder une aide financière à toute initiative de développement.

Le gouvernement fédéral et les provinces ont entrepris de réduire de moitié au Canada les émissions de substances qui sont à l'origine des pluies acides. Nous allons continuer de faire pression auprès des États-Unis tant et aussi longtemps qu'ils n'auront pas pris des mesures semblables et jusqu'à la signature par nos deux pays d'un accord garantissant que ces réductions seront faites et offrant au Canada la sécurité d'un instrument international ayant la force importante d'une loi. Nous nous sommes engagés chez nous à enrayer d'ici 10 ans, ou plus tôt si c'est possible, la consommation des CFC qui détruisent la couche d'ozone.

Sur la scène internationale, nous allons continuer de travailler de façon directe, à l'ONU, pour faire du développement viable une réalité concrète.

[Traduction]

Nous tenons à faire notre pleine part au moment où les nations du monde s'attaquent à l'infinie complexité des changements climatiques. Et nous allons continuer de jouer un rôle de premier plan dans l'effort mondial d'élaboration de lois et de principes juridiques pour protéger l'atmosphère, ce patrimoine commun de l'humanité.